

Voyage de presse sur l'Everest: le sommet d'hypocrisie de Pékin



Le Mont Everest (Reuters)

Les autorités chinoises ont multiplié les obstacles aux journalistes étrangers qui désiraient suivre le parcours de la flamme olympique au Tibet.

LIBERATION.FR (AVEC SOURCE AFP)

jeudi 24 avril 2008

Entre Pékin et la presse étrangère c'est toujours le désamour. Nouvel épisode ce jeudi, quand la Chine a transformé le voyage de presse prévu sur le mont Everest pour couvrir l'ascension de la flamme olympique en parcours du combattant pour les journalistes. Retour en trois temps sur cet imbroglio.

Acte I. Le comité d'organisation des Jeux olympiques de Pékin décide en début de semaine de reporter ce voyage de mardi à vendredi en invoquant les conditions météorologiques. Initialement les journalistes devaient quitter mardi Pékin pour la capitale du Tibet, Lhasa, afin d'avoir le temps de s'acclimater avant de se rendre au camp de base de l'Everest, situé à 5.150 mètres d'altitude, où ils devaient attendre le départ de la torche prévu vers la mi-mai.

Mais c'est un voyage rapide et sous haute surveillance de trois jours à travers le Tibet jusqu'au camp de base qui est désormais prévu par les autorités. Les journalistes protestent et réclament un allongement de la durée du voyage, faisant valoir qu'une ascension trop rapide risque de provoquer de graves problèmes de santé. Selon les spécialistes, le trajet entre Pékin, presque au niveau de la mer, et le camp ne devrait pas durer moins d'une semaine.

Acte II. Les organisateurs des Jeux fixent alors subitement à jeudi matin le délai limite pour le paiement des billets d'avion à destination de Lhasa.

Acte III. La situation tourne à la farce lorsque les officiels chinois refusent d'accepter les versements de plusieurs médias, dont l'AFP et d'autres agences internationales. «*Désolé, c'est trop tard*», déclare Xu Xianhui, un responsable des JO de Pékin en quittant les bureaux olympiques, poursuivi par une meute de journalistes en colère.

Un nombre indéterminé de médias sont ensuite invités à participer au voyage. Mais l'AFP et d'autres organes de presse préfèrent y renoncer, principalement pour des raisons de santé.

La Chine a interdit l'accès des journalistes étrangers au Tibet et dans les régions voisines où ont eu lieu des troubles en mars. Pékin accuse des «*émeutiers*» tibétains d'avoir tué 18 civils et un policier lors des émeutes de Lhasa le 14 mars. Les dirigeants tibétains en exil affirment que la répression chinoise a fait plus de 150 morts.